

Espionnage de Besancenot : l'étau se resserre sur Taser France

jeudi 16 octobre 2008, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2008).

PARIS, 15 oct 2008 (AFP) - L'étau semblait se resserrer mercredi sur SMP Technologies, la société qui diffuse le pistolet Taser en France, avec la découverte lors de perquisitions à son siège du rapport d'enquête sur Olivier Besancenot et la prolongation de la garde à vue de son directeur, Antoine Di Zazzo.

La garde à vue de six des personnes interpellées mardi a été prolongée mercredi matin de 24 heures. Parmi elles figurent plusieurs policiers, des membres du cabinet de détectives Dussaucy, ainsi que M. Di Zazzo. Un ancien policier a également été interpellé mercredi matin et placé en garde à vue. Quatre policiers ont par contre été remis en liberté mardi soir et « mis hors de cause ». A l'issue de cette garde à vue, qui ne peut excéder 48 heures, ces personnes peuvent être remises en liberté ou bien être présentées à un juge d'instruction après l'ouverture d'une information judiciaire. « *La décision d'ouvrir une information judiciaire sera probablement prise jeudi matin* », a-t-on indiqué au parquet de Paris.

Dans l'attente d'éventuelles suites judiciaires, les perquisitions menées mardi au siège de SMP Technologies, dans le XVI^e arrondissement, ainsi qu'au cabinet privé Dussaucy semblent avoir été fructueuses et permettent de resserrer l'étau sur la société qui commercialise le Taser. Les policiers de l'IGPN (« police des polices ») et de la BRDP (Brigade de répression de la délinquance à la personne) ont en effet mis la main dans les locaux de SMP Technologies sur le rapport établi sur Olivier Besancenot à l'issue de plusieurs mois de surveillance, entre octobre 2007 et janvier 2008. Ce rapport est un compte-rendu détaillé, « plus fouillé » que celui publié par *L'Express* en mai lors de la révélation de l'affaire, des investigations menées sur M. Besancenot et son proche entourage, selon une source proche de l'enquête.

Des écoutes téléphoniques, ainsi qu'un virement de fond de SMP Technologies vers l'officine privée, révélé mercredi par *L'Express*, viennent également étayer les soupçons entourant cette société qui promeut le pistolet à impulsion électrique Taser, selon plusieurs sources proches de l'enquête. L'avocate de M. Di Zazzo, M^e Catherine Hennequin, n'a pu être jointe mercredi par l'AFP.

« *Olivier Besancenot me contacte régulièrement pour savoir où en est l'enquête* », a indiqué à l'AFP l'avocat du porte-parole de la LCR, M^e Antoine Comte, jugeant « *très intéressants* » les éléments trouvés lors des perquisitions. « *C'est une histoire de fous, nous avons du mal à comprendre les motivations de cette entreprise d'espionnage* », a commenté l'avocat. Selon lui, « *cela fait beaucoup de moyens engagés pour un simple procès en diffamation* », qui doit opposer lundi SMP Technologies à M. Besancenot pour des propos contestant le caractère « non létal » du Taser. « *A moins que cette officine de détectives n'ait également travaillé pour d'autres clients mais ce n'est qu'une simple supposition de ma part* », a ajouté M^e Comte, favorable à la nomination d'un juge pour enquêter.

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a de son côté jugé « *inadmissible* » le « *comportement* » des policiers mêlés à cette affaire. Le ministère a à cette occasion rappelé que la future loi d'orientation et de programmation de Sécurité intérieure (Lopsi) prévoit de mieux

encadrer ces sociétés privées de sécurité ou dites d'intelligence économique qui pullulent en France et ont souvent recours à d'anciens policiers ou militaires.